



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
DREAL Occitanie  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 25/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL DIO ENERGIES**

Les Amourals  
12450 Flavin

Références : UD34/H5/MT/2025/051  
Code AIOT : 0006605605

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SARL DIO ENERGIES implanté Lieu-dit Les Piochs 34650 Dio-et-Valquières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL DIO ENERGIES
- Lieu-dit Les Piochs 34650 Dio-et-Valquières
- Code AIOT : 0006605605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est composé de 7 aérogénérateurs dont la construction a été autorisée par un permis de construire en 2003.

Il fait l'objet d'une autorisation de renouvellement de l'ensemble des installations, par arrêté préfectoral du 16 octobre 2023, afin d'augmenter la dimension des aérogénérateurs, ainsi que leur puissance.

L'inspection a été conduite dans le cadre du chantier de renouvellement. Lors de la visite, les travaux de démantèlement des fondations étaient en cours, consécutivement à l'évacuation des anciennes éoliennes.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations à réaliser	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.1 du Titre II	Sans objet
2	Dates d'intervention	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.3 du Titre II	Sans objet
3	Déblais / remblais	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.4.3	Sans objet
4	Création des fondations	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.4.4 du Titre II	Sans objet
5	Moyens de lutte contre la pollution	Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 3.4.5	Sans objet
6	Suivi du chantier	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.4.6	Sans objet
7	Démantèlement	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.5	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 16/10/2023, article 8.4	Sans objet
9	Suites de l'incendie du 6 octobre 2025	Code de l'environnement du 06/10/2025, article R512-69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées concernant les conditions de déroulement du chantier, notamment au regard des exigences de protection de l'environnement, n'appellent pas d'observation.

Pour ce qui concerne les mesures prises par l'exploitant consécutivement à l'incident survenu le 6 octobre 2025 (incendie d'une nacelle démantelée), elles apparaissent satisfaisantes au regard des actions correctives attendues.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations à réaliser

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.1 du Titre II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Informations à réaliser
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : <a href="mailto:snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civilegouv.fr">snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civilegouv.fr</a> ou via le guichet unique : <a href="https://guichet-unique-obstacles.aviation-civile.gouv.fr/">https://guichet-unique-obstacles.aviation-civile.gouv.fr/</a></p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud (Salon de Provence) Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est située à Aix-en-Provence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien faisant l'objet du renouvellement des aérogénérateurs (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;</li> <li>pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).</li> </ul> <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé aux informations réglementaires le 30 mai 2025, préalablement au démarrage du chantier en août 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Dates d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.3 du Titre II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Dates d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (terrassament, excavation de terres sur site liés au décapage afin de permettre l'installation du futur parc éolien, démantèlement des fondations pour la phase de démantèlement des éoliennes) sont interdits en phase de reproduction, <b>soit du 1er avril au 31 juillet.</b></p> <p>Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres sont interdits entre le <b>1<sup>er</sup> novembre et le 31 août</b>, excepté pour les moins impactants, à l'appréciation d'un écologue, qui sont interdits entre le <b>1<sup>er</sup> avril et le 31 juillet.</b></p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage des éoliennes, finition des excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des</p>

opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.
<b>Constats :</b>  Le chantier a débuté en août 2025, après les opérations de débroussaillage réalisées en février-mars. L'exploitant a justifié, par la présentation d'un rapport d'écologue consécutif à une visite de janvier 2025, que ces opérations pouvaient être réalisées dans des conditions satisfaisantes pour limiter les impacts sur la biodiversité. Le calendrier prévisionnel de déroulement du chantier, qui a été contrôlé lors de la visite, respecte les périodes fixées par l'article 3.3 ci-dessus pour la protection de la biodiversité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Déblais / remblais

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déblais / remblais
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Les terres végétales sont prioritairement réutilisées en fin de travaux pour la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés sont évacués vers un centre de stockage dûment autorisé. Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 3.4.6 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier. Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.
<b>Constats :</b>  Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus dans leur état initial, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles). Dans la mesure du possible, les câbles électriques sont enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées. Le chantier réutilisera les terres et matériaux du site, notamment les gravats de démolition des fondations, qui seront concassés sur place. Une déclaration a été déposée en octobre 2025 en vue de ce traitement des matériaux (rubrique 2515-2 de la nomenclature). Une zone d'entreposage temporaire de ces déblais de béton a été mise en place dans l'attente du traitement des matériaux, tandis que les déblais constitués de terres végétales ont été entreposés de façon séparée afin de les réutiliser en couverture à l'issue du chantier. Les conditions de gestion des déblais remblais n'appellent pas d'observation. Il est à noter que les travaux de pose des réseaux électriques n'avaient pas débuté au jour de l'inspection (démarrage prévu fin novembre 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Création des fondations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.4.4 du Titre II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Création des fondations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'étude géotechnique préalable à la réalisation des fondations, datée du 28 mai 2025 a été présentée. Elle prévoit le démantèlement complet des anciennes fondations béton pour en créer de nouvelles aux mêmes emplacements, avec des dimensions supérieures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre la pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 3.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre la pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux doivent être conçus et réalisés de façon à respecter les périmètres de protection des captages d'eau et les règlements associés. Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none"><li>• entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors site.</li><li>• mise à disposition de kits anti-pollution ;</li><li>• pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies;</li><li>• mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Concernant les opérations de coulage de béton pour la réalisation des nouvelles fondations, à compter de janvier 2026, le maître d'œuvre a prévu de recourir au système mobile "Econet" pour le nettoyage des toupies dans une benne étanche. Par ailleurs, le chantier ne comporte pas de zone de stockage de carburant pour les engins qui sont ravitaillés en bord-à-bord par une entreprise extérieure. Ces ravitaillement sont réalisés sur des aires étanches constituées d'une bâche recouverte de matériaux. Des moyens d'intervention immédiate en cas d'écoulement, sont disponibles. Enfin aucune traversée de cours d'eau n'a été identifiée dans le cadre du chantier, qui

nécessiteraient la mise en place de mesures de prévention particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Suivi du chantier

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.4.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi du chantier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées.</p> <p>Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le maître d'œuvre fait appel au cabinet d'écologues Exen pour le suivi du chantier. Des passages de l'écologue sont effectués à raison d'une fois par mois, avec établissement d'un rapport. La société Exen indique que ces passages n'ont pas conduit à identifier de nouvelles espèces par rapport à l'étude d'impact, qui nécessiteraient l'adoption de mesures particulières de protection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Démantèlement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2023, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Démantèlement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la date de démarrage du chantier de démantèlement du parc éolien au moins un mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues à l'article R.515-106 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défauts éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet. [...]</p>
<b>Constats :</b>

<p>Le maître d'ouvrage a informé l'inspection des installations classées par courrier du 27 juin 2025 de la date de démarrage du chantier ainsi que du respect des conditions de démantèlement prévues par l'article R.515-106 du Code de l'environnement.</p> <p>Lors de la visite, le Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets (SOGED) a été présenté par le maître d'œuvre. Ce document explicite les modalités d'élimination des différents éléments des équipements démantelés.</p> <p>Sur le site, la séparation des différents types de déchets issus du démantèlement a été constatée, et apparaît satisfaisante.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/10/2023, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La quantité d'eau minimale nécessaire à la défense incendie est de 60 m<sup>3</sup> minimum utilisable en 2 heures ou instantanément disponible.</p> <p>Un réservoir d'eau incendie est implanté à moins de 200 mètres des éoliennes, en bordure de la voie d'accès des installations du site à défendre en utilisant les voies praticables.</p> <p>Cette distance de 200 mètres doit être mesurée en empruntant l'axe des chemins et des voies nécessairement utilisés par les sapeurs-pompiers pour l'établissement des tuyaux d'incendie.</p> <p>L'emplacement de la réserve d'eau devra être déterminé après consultation du SDIS.</p> <p>Ce Point d'Eau Incendie (PEI) doit répondre en tous points aux prescriptions techniques de l'annexe 1 (<i>guide départemental des caractéristiques et d'aménagement des PEI</i>) du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie en vigueur et de ses annexes (téléchargeable <i>sur le site de la préfecture</i>: <a href="http://www.herault.gouv.fr">www.herault.gouv.fr</a>).</p> <p>Ce PEI devra faire l'objet d'un contrôle technique au maximum tous les 3 ans. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de sa pleine capacité (vérification du niveau d'eau, absence de fuite...). L'exploitant doit pouvoir justifier de cette maintenance.</p> <p>En cas d'installation d'un point d'eau naturel ou artificiel, le nouvel aménagement doit être réceptionné par un représentant du SDIS et une copie de la fiche de réception (<i>annexe 4 du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur</i>) doit être transmise au service DECI du SDIS 34 « <a href="mailto:pei@sdis34.fr">pei@sdis34.fr</a> ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une citerne souple d'eau d'extinction de 120 m<sup>3</sup> a été installée. Elle a été contrôlée par les services d'incendie, et est en attente de validation par ces derniers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Suites de l'incendie du 6 octobre 2025**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/10/2025, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites de l'incendie du 6 octobre 2025
<b>Prescription contrôlée :</b>



L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Suite à l'incendie du 6 octobre 2025 d'une nacelle démantelée, l'exploitant a transmis un rapport d'incident le 7 octobre 2025 répondant à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

Lors de l'inspection, l'exploitant a apporté les éléments complémentaires suivants sur les suites données:

- un mode opératoire, daté du 14 octobre 2025 a été établi, concernant les modalités de démantèlement de la nacelle incendiée, par oxycoupage ;
- un nouveau mode opératoire a été établi par la société procédant aux opérations de démantèlement, afin de définir les conditions à respecter pour les opérations restant à mener, puisque la nacelle incendiée était la première ayant été démontée ;
- la surface du sol a fait l'objet d'un curage afin d'éliminer les terres souillées par les hydrocarbures résiduels et résidus de combustion. Ces matériaux ont été éliminés par une société spécialisée.

Au vu des documents consultés, il apparaît à l'issue de l'inspection que les mesures prises par le maître d'œuvre consécutivement à l'incident sont adaptées pour remédier aux incidences et éviter la survenue d'un nouvel évènement similaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite